

et de confiance. C'est dans ce contexte que j'ai développé le concept de sécurité coopérative devant la dernière Assemblée générale des Nations Unies.

Nous devons encourager les pays de cette région à tendre vers un tel objectif. Par exemple, après les hostilités, les pays du Golfe, voire de tout le Moyen-Orient, pourraient songer à créer une organisation de coopération économique. Une telle organisation pourrait être affiliée aux Nations Unies et être en prise avec les grandes institutions économiques et financières internationales, contribuerait à assurer une meilleure stabilité économique dans la région.

LES LEÇONS DE LA CRISE

Enfin, nous devons tirer dès aujourd'hui des leçons importantes de ce conflit. Nous avons une responsabilité considérable. Car nous tous, à des degrés divers, avons contribué au fil des années à la constitution d'un appareil militaire dans cette région, particulièrement en Irak, qui dépasse l'entendement humain. L'aide militaire dans la région a dépassé en importance l'aide économique. Cela doit cesser. Déjà les gouvernements les plus concernés s'y engagent.

Tout plan de paix, pour être crédible, doit comprendre des mesures strictes pour endiguer la prolifération des armes de destruction massive et l'accumulation de stocks d'armes conventionnelles dans la région. Ces questions cruciales, telles la prolifération des armes nucléaires, chimiques, biologiques et des techniques de lancement de missiles, font déjà l'objet de négociations multilatérales. Toutefois, leur succès a été jusqu'à date limité en raison du manque de volonté politique ou encore des intérêts contradictoires des différents protagonistes. Il est urgent de redoubler nos efforts afin que se manifeste une puissante volonté politique.

C'est fort de cette conviction que le Canada entend se faire le promoteur, au cours des prochains mois, d'un Sommet mondial sur les instruments de guerre et les armements de destruction massive. Ce sommet deviendrait le lieu privilégié d'une nouvelle concertation politique. Il viserait à adopter un plan d'action rigoureux qui conduirait d'ici 1995 à l'adoption d'un cadre intégré de régimes de non prolifération et de contrôle des armements, y inclus les armements conventionnels.

Voilà donc, brossées à grands traits, les vues et les initiatives que le Premier ministre et moi-même, nous employerons à promouvoir au cours des prochains mois. Nous comptons intensifier les consultations entre le Canada et les pays de la région.

Le Canada et la communauté mondiale devront consacrer autant d'énergie à «gagner» l'après-guerre que nous en mettons à faire la guerre - et plus encore.